

le gouvernement Allende a tenté d'exercer une forte pression économique sur la seule compagnie de papier indépendante, mais il n'eut pas de succès et dut encaisser un autre échec avec son projet d'un système scolaire unifié, annoncé en mars 1973.

*Allende tolérait et approuvait même le recours à la violence chez ses partisans*

Il est certain que le degré de violence politique, qui est monté en flèche sous le régime Allende, résultait assez ironiquement du fait qu'on avait compris dès le début que le gouvernement ne recourrait pas à la force pour expulser ceux qui s'empareraient de fermes, de résidences ou de manufactures; après avoir pendant cinq ans critiqué les gouvernements conservateurs ou réformistes pour les effusions de sang causées par les troupes qu'ils envoyaient mettre fin à de telles occupations, le président Allende était résolu à empêcher la répétition d'incidents de ce genre sous son administration. Outre les saisies de propriétés, il y eut aussi escalade de la violence dans les rues au cours de différentes manifestations antigouvernementales et progouvernementales au cours de 1972 et de 1973. Toutefois, les pertes de vie imputables au désordre politique au cours des trois années du régime Allende ont été fort peu nombreuses. Durant toute cette période, il n'y eut pas plus d'une demi-douzaine de morts dans les combats de rue, et aucune n'est attribuable à l'action de la police. Le Livre blanc publié par la junte militaire après le coup d'État de septembre révèle qu'il y eut 96 morts de ce genre sous le régime Allende, dont 22 survenues au cours du soulèvement militaire du 29 juin 1973. Une seule résulta de l'action des troupes contre des colons de la classe défavorisée (en août 1972), et M. Allende se rendit immédiatement sur les lieux pour présenter des excuses. En revanche, la liste officielle des personnes tuées le 11 septembre et après cette date porte plus de 1,000 noms, et les évaluations officieuses vont de 2,000 à 5,000 morts.

*Allende a violé la loi et la Constitution*

Dominé par l'opposition, le Congrès a maintes fois reproché aux membres du cabinet Allende de violer la loi, mais la principale faute dont on les accusait en était une d'omission, soit celle de ne pas appliquer la loi contre les extrémistes. Le Livre blanc fournit toutefois des preuves documentaires établissant que, même en août 1973, le président Allende insistait sur «le besoin de faire observer la loi sur le contrôle des armes, de détenir toute personne transportant des armes et, si elle résistait, de la capturer et même de la tuer»

(page 194, version espagnole). Le 22 août 1973, la Chambre des députés adopta une résolution, *acuerdo*, dénonçant le recours aux échappatoires de la loi en vigueur qui permettaient d'occuper des usines et des terres sans l'autorisation spéciale du Congrès, et mettant en lumière des cas de violation. Mais cette résolution ne mentionnait pas ce qui devait apparaître plus tard avoir été la seule violation directe de la loi commise avec l'assentiment du président, soit le recours à des agences gouvernementales et à d'importants fonds gouvernementaux pour la fabrication et l'importation d'armes qui furent distribuées aux partisans du gouvernement. (Les extrémistes de droite du mouvement «Patrie et liberté» s'armaient eux aussi en faisant entrer des armes en contrebande.)

*Allende projetait d'assassiner les chefs des forces armées et des partis d'opposition*

La révélation la plus sensationnelle du Livre blanc fut un document intitulé le *Plan Zeta*, où l'on proposait d'assassiner les généraux, amiraux et autres hauts fonctionnaires qui assisteraient au déjeuner offert par le président à l'occasion du Jour de l'Armée (le 19 septembre), et d'abattre les commandants de l'armée au cours du défilé militaire annuel, la même journée. Le Livre blanc reproduit un document qui semble un authentique résumé de ce projet, mais sans aucun détail, soi-disant parce que le plan «fait actuellement l'objet d'une enquête et pour ne pas compromettre la sécurité des personnes qui avaient été choisies comme victimes, ni les efforts visant à identifier les assassins» (page 49 de la version espagnole). Il n'est pas impossible qu'un tel projet ait pu être mis au point par un groupe quelconque d'extrême-gauche, mais le Livre blanc ne fournit aucune preuve qu'il ait été approuvé par les chefs politiques de l'Unité populaire ou par M. Allende. Le document qu'on reproduit pour démontrer que Juan Garcés, conseiller intime du président Allende, avait collaboré au plan, ne faisait en somme que proposer des «changements au sein des Forces Armées et des *Carabineros* (Police nationale) afin de renforcer le secteur constitutionnel» (page 94 de la version espagnole). Ce document faisait partie d'un plan en sept points élaboré au début de juin en prévision d'une éventuelle «confrontation» dans trois ou quatre mois.

*Vers la fin du régime Allende, les Chiliens jeûnaient et l'économie périlait*

C'est d'abord le «Défilé des casseroles vides» de décembre 1971 qui a porté à l'attention mondiale les problèmes économiques grandissants du régime Allende.